



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

TRANS/WP.5/1999/9
25 juin 1999

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES TRANSPORTS INTÉRIEURS

Groupe de travail chargé d'examiner les tendances
et l'économie des transports

(Douzième session, 6-8 septembre 1999,
point 7 de l'ordre du jour)

ASSISTANCE AUX PAYS EN TRANSITION

Note du secrétariat

Dans le cadre du processus consistant à fournir, en complément de données précédentes, des renseignements relatifs aux activités de la CEE visant à aider les pays en transition, le secrétariat a établi le résumé ci-après des activités supplémentaires entreprises en 1998 et de celles de 1999.

Veuillez noter que la distribution des documents du Groupe de travail chargé d'examiner les tendances et l'économie des transports (WP.5) n'est plus "restreinte". En conséquence, le secrétariat a adopté un nouveau système de numérotation selon lequel tous les documents autres que les rapports et les ordres du jour seront numérotés comme suit : TRANS/WP.5/année/numéro. L'ancien système de numérotation (par exemple TRANS/WP.5/21) sera conservé pour les rapports, ordres du jour, résolutions et autres publications importantes.

Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est (SECI)

L'Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est (SECI) s'efforce d'encourager la coopération entre les États membres et de faciliter leur intégration aux structures européennes. Les États participant à l'initiative sont les suivants : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Grèce, Hongrie, République de Moldova, Roumanie, Slovénie et Turquie. Parmi les divers projets sectoriels de la SECI, il en est deux qui ont été menés sous la responsabilité du personnel de la Division des transports de la CEE et de son conseil régional :

- i) Le Groupe de projet sur la facilitation du passage des frontières, présidé par la Grèce. Suite à ses travaux, il a été établi un mémorandum d'accord sur la facilitation des opérations des transports routiers internationaux dans la région de la SECI, qui a été signé par les États membres de la SECI à Athènes le 28 avril 1999.
- ii) Le Groupe de projet sur le développement de l'infrastructure des transports sur les principaux itinéraires internationaux. Deux réunions se sont tenues récemment à Sofia sous la présidence du Ministre adjoint des transports de la République de Bulgarie, du 14 au 16 septembre 1998 et les 1er et 2 juin 1999. En liaison avec ce projet, la Banque mondiale a entrepris d'aider à améliorer le passage des transports routiers aux frontières dans la région de la SECI. Elle a procédé à ce jour à des missions d'enquête dans six pays de la SECI.
- iii) Le Groupe de travail spécial sur la réduction des temps d'attente aux frontières de navettes ferroviaires. Deux réunions se sont tenues le 10 novembre et les 8 et 9 décembre 1998. L'activité du Groupe de travail a porté sur la collecte de données et la mise en évidence des problèmes actuels du trafic ferroviaire international concernant le passage des frontières. Une nouvelle réunion est prévue à l'automne de 1999, en vue d'élaborer des propositions pour améliorer les conditions de passage des frontières pour le trafic ferroviaire.

Programme spécial pour les économies de l'Asie centrale (SPECA)

Le 26 mars 1998, les présidents de quatre États asiatiques - Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan et Ouzbékistan - se sont réunis dans le cadre du Conseil inter-États de ces pays et ont signé la Déclaration de Tachkent sur le programme spécial CEE/CESAP pour les économies de l'Asie centrale (SPECA), dans lequel ils ont affirmé leur intention d'établir et de mettre en oeuvre ce programme. N'étant pas membre du Conseil inter-États, le Turkménistan n'était pas présent à la réunion du Conseil inter-États, mais il devrait bientôt adhérer au programme SPECA.

La Déclaration de Tachkent mentionne les domaines prioritaires suivants pour la coopération :

- Développement de l'infrastructure des transports et facilitation du passage des frontières;
- Utilisation rationnelle et efficace de l'énergie et des ressources hydrauliques de l'Asie centrale;
- Conférence économique internationale sur le Tadjikistan et stratégie commune pour le développement régional et les mesures propres à attirer les investissements étrangers;
- Coopération régionale en vue de la création de tracés multiples pour le transport des hydrocarbures par oléoducs et gazoducs vers les marchés mondiaux.

Le Kazakhstan est l'État chef de file du Groupe de travail SPECA sur le projet de développement des infrastructures de transport et de facilitation du passage des frontières. Ce groupe a tenu déjà deux réunions, l'une à Almaty du 20 au 22 octobre 1998 et l'autre à Astana, nouvelle capitale du Kazakhstan, les 7 et 8 juin 1999, avec la participation de représentants du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan, de la CEE, de la CESAP, du Bureau du représentant résident de l'ONU et d'un certain nombre d'institutions financières et d'organisations internationales. La troisième réunion du Groupe devrait se tenir à Almaty les 18 et 19 octobre 1999.

Coopération économique de la mer Noire (CEMN)

La CEMN a été créée en 1992 en vue de transformer la région de la mer Noire en une zone de paix, de stabilité et de prospérité. Pour y parvenir, elle a choisi d'utiliser comme instrument la coopération économique.

Les États membres de la CEMN sont les suivants : Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bulgarie, Fédération de Russie, Géorgie, République hellénique, République de Moldova, Roumanie, Turquie et Ukraine.

La CEE a participé à la Table ronde internationale "La CEMN à l'aube du XXI^e siècle", tenue à Tbilisi les 9-10 mars 1999. Le Secrétaire exécutif de la CEE a apporté la contribution la plus importante à la Table ronde visant à formuler le programme de travail et les stratégies d'ensemble de la CEMN. Le Conseil régional de la CEE pour les transports a fait un exposé sur les problèmes de transport dans la région de la mer Noire en tant que contribution au programme de travail et aux stratégies de la CEMN dans le domaine des transports.

Projet d'autoroute transeuropéenne Nord-Sud (TEM) et projet de chemin de fer transeuropéen (TER)

La CEE est un des signataires des accords relatifs au Fonds d'affectation spéciale pour la coopération dans le cadre des projets TEM et TER; elle est aussi responsable de la logistique technique et administrative nécessaire aux deux projets. Dans le cadre de cette initiative, une aide sous différentes formes a été fournie aux pays coopérant au TEM et au TER : organisation et tenue de réunions, préparation de documents, contacts avec d'autres gouvernements et institutions collaborant ou contribuant aux projets,

rapport sur les projets adressés aux organes de la CEE et tenue de réunions avec les gouvernements ou organismes pouvant participer aux projets ou en être membres. D'autres renseignements concernant les activités entreprises par les projets TEM et TER sont indiqués dans les documents actuellement diffusés TRANS/SC.2/1999/15 et TRANS/WP.5/1999/11.

Missions consultatives des Conseillers régionaux

Dans le cadre de l'assistance aux pays en transition, de juin 1998 à juin 1999, les Conseillers régionaux de la CEE pour les transports ont accompli les missions consultatives suivantes :

Juillet à décembre 1998

18-21 août, Sofia (Bulgarie); 5-12 septembre, Ankara (Turquie);
13-17 septembre, Sofia (Bulgarie); 18-22 octobre, Almaty (Kazakhstan);
21-24 octobre, Vilnius (Lituanie); 9-11 novembre, Sofia (Bulgarie);
17-20 novembre, Bangkok (Thaïlande); 7-9 décembre, Sofia (Bulgarie);
9-12 décembre, Vienne (Autriche); 13-15 décembre, Vilnius (Lituanie);
17 décembre, Vienne (Autriche).

Janvier à juin 1999

8-11 mars, Tbilisi (Géorgie); 25-26 mai, Sofia (Bulgarie); 1er-2 juin, Sofia (Bulgarie); 7-8 juin, Astana (Kazakhstan).

FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE CEE/ONU POUR L'ASSISTANCE AUX PAYS EN TRANSITION (TFACT)

1. L'intégration à la communauté internationale des pays d'Europe centrale et orientale et de l'ex-Union soviétique, qui sont en transition vers une économie de marché, dépend dans une large mesure de leur capacité de participer aux réunions des organisations internationales et autres forums internationaux. Ces pays, notamment les États nouvellement indépendants, ont beaucoup de mal à financer la participation de leurs représentants aux séminaires, colloques, ateliers et autres forums non officiels organisés dans le cadre de la CEE.

2. Le Fonds d'affectation spéciale est un moyen permettant aux gouvernements, aux organisations internationales, aux institutions et autres donateurs d'apporter leur contribution pour aider les pays en transition et les États nouvellement indépendants à couvrir leurs frais de participation aux séminaires, colloques, ateliers et autres forums non officiels organisés dans le cadre de la CEE. Le Fonds peut aussi couvrir d'autres formes d'assistance technique. Il a pour objet de compléter l'aide bilatérale ou multilatérale et non de faire double emploi avec elle.

3. Les donateurs peuvent indiquer les domaines de travail, activité, réunions non officielles ou buts particuliers auxquels ils souhaitent que leurs contributions soient réservées dans le cadre général du Fonds, ou le/ou les pays auxquels la contribution est spécialement destinée.

4. Les fonds d'affectation spéciale peuvent servir à couvrir les frais locaux d'une réunion non officielle (*per diem*) ou les frais du voyage aller et retour (voyage par avion, etc.) ou les deux, si les fonds le permettent.
5. Le secrétariat de la CEE fait concorder les sommes versées et les demandes reçues des pays en transition, en tenant compte des conditions fixées par les donateurs.
6. Des frais de soutien au programme de 13 % sont prélevés sur les contributions pour couvrir les services de secrétariat.
7. La création du Fonds d'affectation spéciale de la CEE/ONU a pour but de dispenser les donateurs du travail considérable à faire pour assortir les demandes d'assistance et les contributions disponibles, délivrer des documents de voyage, effectuer des versements, examiner les demandes de remboursement de frais de voyage et tenir la comptabilité.
8. Le Fonds d'affectation spéciale est administré et sa comptabilité vérifiée conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière des Nations Unies.
9. Les contributions au Fonds peuvent être versées de deux façons :
- a) Toutes les contributions en dollars des États-Unis doivent être versées sur le compte de la Chase Bank et uniquement sur ce compte de la façon suivante :

Numéro de compte :	001-1-508629 (<u>pour les contributions en dollars des États-Unis seulement</u>)
Nom de la banque :	Chase Manhattan Bank, New York
Nom du compte :	Fonds général de l'ONUG
Grand Livre :	UN-0503456 (concerne seulement le Service des finances de l'ONUG)
Adresse :	International Agencies Branch 270 Park Avenue, 43rd Floor New York, N. Y. 10017, USA
ABA :	021000021 (Code bancaire des États-Unis)
Référence :	"Fonds d'affectation spéciale CEE/ONU pour l'assistance aux pays en transition (TFACT)", compte d'allocation No MEC-25-800;

- b) Les contributions effectuées dans toute autre monnaie devront continuer d'être versées sur les comptes d'UBS SA comme suit :

Numéro de compte :	240-CO-590,160.0 (pour les contributions en francs suisses)
Nom de la Banque :	UBS SA
Nom du compte :	Fonds général de l'ONUG
Adresse de la Banque :	2, rue de la Confédération Case postale 2770 CH-1211 Genève 2
Code de la Banque Swift :	UBSWCHZ12A

Référence : "Fonds d'affectation spéciale CEE/ONU pour
l'assistance aux pays en transition (TFACT)",
compte d'allocation No MEC-25-800.

10. Dans les deux cas, une communication doit être envoyée par les donateurs, informant la CEE du montant versé de la date de versement et de l'utilisation précise à laquelle les fonds sont destinés (voir par. 3).

TFACT

Bureau du Secrétaire exécutif

Commission économique pour l'Europe

Palais des Nations

1211 Genève 2

Tél. : No (0041-22) 917 1469, 917 3882, 917 2667 ou 917 5815

Télécopie : No (0041-22) 917 0081
